

La baisse des privilèges des anciens présidents de la République actée.

Article rédigé par , le 06 octobre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

Un décret instaurant la dégressivité des moyens accordés aux anciens présidents de la République a été publié mercredi au Journal officiel. La décision ne sera pas rétroactive et s'appliquera donc à partir du mandat de François Hollande. Le chef de l'Etat en exercice a pris cette décision suite à une préconisation de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat qui défendait l'importance de « maîtriser la dépense publique.

Néanmoins, « pendant les cinq années qui suivent la cessation de leurs fonctions, il est mis à disposition des anciens présidents de la République sept collaborateurs permanents, deux agents de service et des locaux », expose le décret. Après ces cinq années post passage à l'Elysée, les avantages diminueront à trois collaborateurs et un seul agent de sécurité.

Plus de 10 millions par an pour Giscard, Chirac et Sarkozy

Pour rappel, l'État verse aux anciens dirigeants une dotation annuelle de 65.000 euros bruts. Il met aussi à leur disposition une voiture avec deux chauffeurs, un appartement de fonction, sept collaborateurs ou encore du personnel de maison. Ils sont également membres à vie du Conseil constitutionnel, une fonction pour laquelle ils reçoivent 14.400 euros bruts (s'ils décident d'y siéger).

Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, et Nicolas Sarkozy bénéficient ainsi d'avantages évalués à 10,3 millions d'euros par an.